



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

personnes sans domicile fixe

Question au Gouvernement n° 947

Texte de la question

M. le président. La parole est à Mme Muguette Jacquaint.

Mme Muguette Jacquaint. Madame la ministre de l'emploi et de la solidarité, l'actualité récente de notre pays est marquée par la mort de femmes et d'hommes victimes certes du froid, mais avant tout de la misère - manque de soins, de logement et de nourriture.

Les raisons qui ont amené les nôtres à demander de faire vite et de discuter d'un texte de loi contre l'exclusion amènent aujourd'hui à mettre en place très rapidement toutes les mesures découlant de cette loi contre l'exclusion.

Mais des mesures d'urgence s'imposent, madame la ministre: réformer le numéro d'appel 115, accroître les moyens des organisations et associations caritatives qui distribuent par milliers des repas chauds ainsi que ceux des services d'urgence des hôpitaux, qui dispensent les premiers soins aux familles les plus défavorisées et sont aujourd'hui débordés.

Madame la ministre, c'est une question de solidarité, mais c'est aussi une question de responsabilité nationale: ne pourrait-on pas consacrer l'argent, car il en existe dans notre pays, à répondre aux urgences des plus défavorisés ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur quelques bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité.

Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité. Madame la députée, vous avez raison de dire que ceux qui meurent ou même ceux qui passent en hiver la nuit sur le trottoir ne sont que l'aspect le plus dramatique et le plus scandaleux de la misère qui existe dans notre pays. C'est la raison pour laquelle, en s'appuyant sur le travail, l'expérience et les propositions des associations, la majorité a voté cette loi relative à la lutte contre les exclusions.

Aujourd'hui, la quasi-totalité des textes d'application sont sortis. Certains sortiront avant la fin de la semaine.

Les jeunes qui sont les plus éloignés de l'emploi sont rentrés, depuis le début octobre, dans le programme TRACE. Plus de 35 000 chômeurs de longue durée et RMIstes sont déjà reçus par l'ANPE pour envisager des parcours et des accompagnements de longue durée destinés à les ramener vers l'emploi.

Les crédits consacrés à l'urgence sociale ont augmenté de 60 % en 1998-1999. Nous travaillons actuellement, Bernard Kouchner et moi-même, à consolider les urgences sociales à l'hôpital dont vous venez de parler, car c'est une nécessité absolue.

Madame la députée, je partage complètement votre point de vue. Au-delà du travail engagé avec les associations, au-delà de la mise en place des commissions d'urgence dans les départements, je voudrais profiter de votre question pour déplorer que de nombreux présidents de conseils généraux n'aient pas encore accepté de se mettre autour de la table avec les préfets, l'UNEDIC et les collectivités locales...

M. Félix Leyzour. C'est scandaleux !

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. ... afin de coordonner l'ensemble de nos moyens et afin que l'urgence sociale n'existe plus dans notre pays.

Il faut répondre aux demandes de logement, aider au paiement des loyers et éviter les coupures d'eau, de gaz ou d'électricité; il n'y en aura d'ailleurs plus grâce à la loi relative à la lutte contre les exclusions. Il faut aussi aider ceux qui ne peuvent plus payer la cantine scolaire, par exemple. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.) Il faut absolument avancer sur tous ces problèmes dans les jours qui viennent, car il n'est pas acceptable que certains départements refusent encore de se mettre autour de la table.

Voilà ce que nous inspire la mort de ces personnes. Celles qui sont mortes dans la rue nous renvoient aux dizaines de milliers d'autres qui sont dans la misère et auxquelles la loi relative à la lutte contre les exclusions, qui, je l'espère va nous mobiliser tous, devrait éviter d'en arriver à de telles extrémités. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur quelques bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [Mme Muguette Jacquaint](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (3^e circonscription) - Communiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 947

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 novembre 1998, page 9426

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 novembre 1998